

Droit pénal des affaires par Bernard Bouloc	168
Régime fiscal des affaires par Florence Deboissy	174
Droit européen des affaires	178
– Les politiques communes par Monique Luby	178
TABLES	183
1 ^{er} trimestre 2004	183

Les opinions émises dans la Revue n'engagent que leurs auteurs



Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20 rue des Grands-Augustins, 75006 Paris. Tél. : 01.44.07.47.70).

DALLOZ

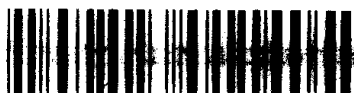
31-35, rue Froidevaux, 75685 Paris cedex 14

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2^o et 3^o a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droits ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

© Éditions Dalloz - 2004

400282



61060

RTDcom.

Revue trimestrielle de
droit commercial
et de droit
économique

Janvier / Mars
2004
n° 1

La nouvelle articulation
du droit des procédures
collectives et du droit
de la famille

Prévention
de l'intérêt social

L'application du droit
de la concurrence
au domaine public

LÉGISLATION

• Droit des marchés financiers :

Installation de l'Autorité
des marchés financiers p 122

JURISPRUDENCE

Baux commerciaux :

De la protection
de l'équilibre contractuel
en matière de loyer
en cours de bail p 74

Concurrence :

La saisine d'office du Conseil
de la concurrence n'implique
pas, en tant que telle,
une atteinte au principe
d'impartialité p 83

Sociétés en général :

Révocation du dirigeant
de SAS p 97

Crédit et titres de crédit :

Responsabilité de l'URSSAF
pour soutien abusif
de crédit p 139

DA|LOZ